

BENOIT ANTHEAUME ET ROGER LAWRENCE

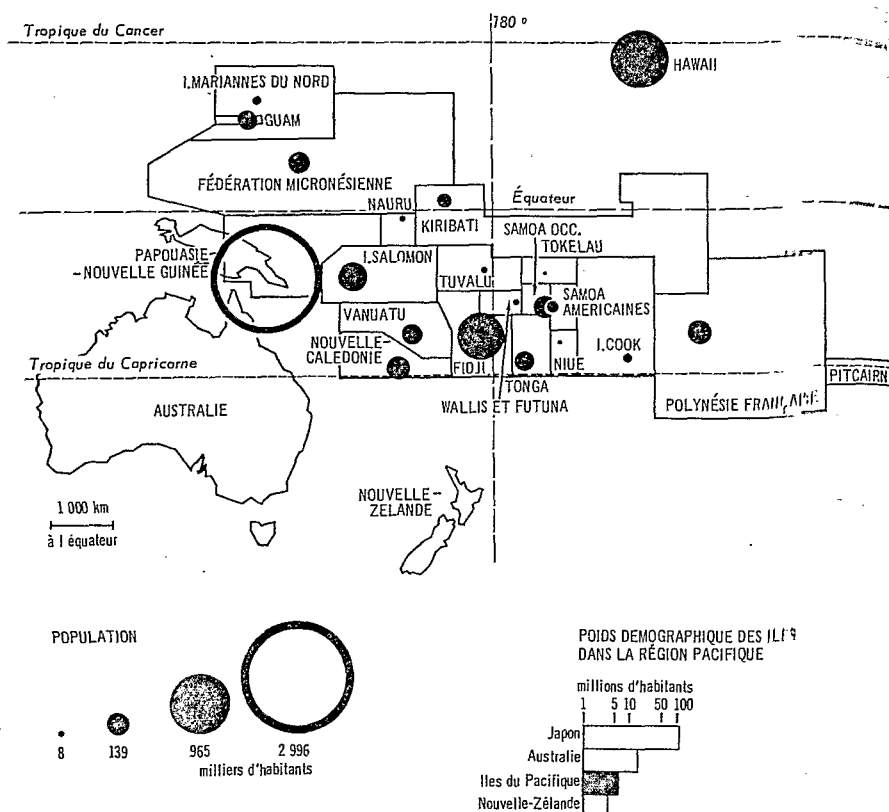
A l'aide ou trop d'aide ?

Évolutions des économies vivrières dans le Pacifique insulaire

Résumé : Les transformations des systèmes vivriers dans le Pacifique insulaire sont abordées à différentes échelles : de la parcelle à la région tout entière en passant par l'exploitation, le terroir, l'île et le pays qui forment autant d'espaces emboîtés. Sans doute n'existe-t-il plus de systèmes intégralement vivriers dans cette région mais plutôt toute une gamme de systèmes mixtes dont les évolutions sont commandées par une pluralité de facteurs externes : migrations vers les villes et processus massif d'urbanisation, importance de l'aide internationale. Est évoquée en conclusion la distance entre la réalité des faits et des situations et le discours idéologique dans lequel l'idée d'autosuffisance occupe une place centrale.

LA DIVERSITÉ DES PACIFIQUES

Plusieurs événements récents ont attiré l'attention de l'opinion publique sur les convoitises et enjeux géopolitiques que suscite le Pacifique ; une région dont on parle beaucoup mais dont on cerne avec difficulté les contours. Ce caractère elliptique est d'ailleurs cultivé à l'aide de clichés dépassés : celui du paradis naturaliste point encore rongé par la pollution, ou celui de l'éloignement (devenu plus fictif que réel), voire celui des ressources naturelles disponibles, souvent surévaluées et parfois chimériques en l'état des techniques actuelles [G. Étrillard et F. Sureau 1983 ; Institut du Pacifique 1983 ; G. Zeldine 1984]. Comment donc l'aborder autrement ? [J.-P. Dubois 1981a ; J.-F. Dupon 1981].



Sources : Commission du Pacifique-Sud, 1984
P. Durey, 1985

Distribution de la population du Pacifique insulaire

La région du Pacifique tire bien naturellement son nom, parfois mal venu, du Grand Océan sillonné par les navigateurs en proie aux angoisses des calmes. La nomenclature « Bassin Pacifique » est la plus englobante : elle inclut tous les pays baignés par l'océan et disposés en couronne sur son pourtour [M. W. Osborne et N. Fourt 1983]. L'Asie-Pacifique, autre expression d'usage courant, élimine de son champ les rivages américains et se restreint, de fait, à l'Asie industrielle dont le Pacifique n'apparaît là que comme un appendice régional. Restent l'Océanie et ses îles. Les contraintes géographiques liées à la situation insulaire affectent évidemment la nature des systèmes économiques, particulièrement quand ils supposent des échanges avec l'extérieur. On doit alors différencier îles et systèmes insulaires d'une part, Australie et Nouvelle-Zélande de l'autre. On laissera ici de côté ces deux derniers pays, dont les civilisations originelles ont été balayées par la force du système colonial dominant et dont les ressources, gérées de manière extensive en Australie, plus intensive en Nouvelle-Zélande, dégagent d'importants surplus alimentaires, pour nous attacher à cerner les traits essentiels des économies vivrières insulaires qui, sans être aussi favorisées, sont rarement affectées par des problèmes liés à leur sécurité alimentaire.

Le Pacifique, au sens strict, ne compte qu'une vingtaine d'entités différentes qui ne représentent ni une très grande surface, ni une très importante population. Si on ne prend en considération que les terres émergées (un paramètre dont on peut contester la pertinence pour des populations qui consacrent parfois l'essentiel de leurs activités à l'exploitation du milieu marin), leurs superficies additionnées ne dépassent pas celle de la France, une France qui serait placée au cœur d'un océan aux dimensions de l'Afrique : pour chaque kilomètre carré de terre ferme, on en compte cinquante-huit d'océans !

L'ensemble n'est peuplé que de 5,5 millions d'habitants. Ces chiffres rendent mal compte de situations particulières caractérisées par une très grande variété : la Papouasie-Nouvelle-Guinée se taille ainsi la part du lion : 3 millions d'habitants ; Fidji, qui vient ensuite, n'en recense déjà plus que 646 000, soit cinq fois moins. En fait, c'est dans la tranche des 100 000 à 250 000 habitants que se situe plus du tiers des entités du Pacifique (Salomon, Samoa occidentale, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Vanuatu, Guam, États fédérés de Micronésie, Tonga). Beaucoup plus bas sur la liste ne figurent plus que des entités aux ressources humaines limitées : quelques dizaines de milliers d'habitants, voire quelques milliers, Pitcairn ne comptant, selon les sources, que 50 ou 100 habitants. On mesure donc bien quel peut être l'isolement de tous ces pays. Mais on imagine mal cependant combien certains d'entre eux sont écartelés entre des éléments éloignés les uns des autres de 1 500 (Îles Cook), 2 000 (Polynésie française) voire, cas extrême 3 500 kilomètres (Kiribati), des distances considérables lorsqu'elles sont ramenées à l'échelle européenne dont nous sommes coutumiers.

Autre critère instructif, la densité : elle varie énormément d'une entité à l'autre ; des pays vides, bien souvent des îles hautes (Nouvelle-Calédonie, Salomon, Vanuatu), ne portant que huit à dix habitants par kilomètre carré côtoient des atolls surpeuplés (Tuvalu, Kiribati) supportant respectivement 292 et 348 habitants par kilomètre carré. Le tableau ci-après fournit les dernières informations chiffrées disponibles et permet de réaliser d'utiles comparaisons [Commission du Pacifique Sud 1984]. A bien des égards, la faiblesse des effectifs de population comparés à ceux des économies industrielles constitue un facteur naturel de limitation des sphères de production et d'échange. Bien des ensembles insulaires se situent en deçà du stade de la « masse critique » nécessaire au « décollage ».

Tableau 1

*La région du Pacifique-Sud
populations, ressources en espaces terrestre et maritime*

Pays/Territoires	Population estimée (1981)	Surface (km ²)	Superficie maritime (km ²)	Densité de population (hab./km ²)	Croissance de la population (1971-1981) (%)
Samoa américaines	33 200	197	390	169	20
Iles Cook	17 400	240	1 830	74	-18
Fédération micronésienne	79 500	701	2 978	113	37
Fidji	646 500	18 272	1 290	35	21
Polynésie française	149 800	3 265	5 030	46	24
Guam	107 000	541	218	197	23
Kiribati	59 900	690	3 550	85	19
Iles Marshall	31 800	181	2 131	176	39
Nauru	8 100	21	320	348	21
Nouvelle-Calédonie	142 500	19 103	1 740	7	19
Niue	3 200	259	390	13	-37
Iles Mariannes du Nord	17 600	471	1 823	37	50
Palau	12 400	494	629	25	
Papouasie-Nouvelle Guinée	3 060 600	462 243	3 120	7	23
Pitcairn	100	5	800	20	
Iles Salomon	235 000	27 556	1 340	9	40
Tokelau	1 600	10	290	160	-6
Tonga	98 400	699	700	141	16
Tuvalu	7 600	26	900	292	31
Vanuatu	119 900	11 880	680	10	44
Wallis et Futuna	11 200	255	300	44	32
Samoa occidental	156 000	2 935	120	54	8
Pacifique-Sud	4 999 300	540 044	30 569	9	23
Pacifique-Sud (sans la Papouasie-Nouvelle-Guinée)	1 941 000	87 801	27 449	22	

Source : Commission du Pacifique-Sud, 1984.

Des éléments plus qualitatifs doivent naturellement être pris en considération : le milieu physique et les différences écologiques qu'il détermine jouent un rôle primordial dans la nature de l'opposition entre îles hautes et îles basses : la complexité et la variété de la mise en valeur des îles hautes, qui bénéficient de toute une gamme de milieux écologiques échelonnés le long des versants, contredit la monotonie du paysage des îles basses ou atolls, saturés de cocotiers, ces arbres aux usages multiples.

On ne saurait s'en tenir à la grande division, classique, entre Mélanésie, Micronésie et Polynésie. Il faut prendre en compte l'impact différentiel fondamental, bien qu'il ait été parfois surestimé [D. Shineberg 1983], des contacts de toute nature avec le monde européen. Après les premières exploitations européennes (fin XVIII^e siècle), les contacts avec le monde extérieur se sont poursuivis par l'intermédiaire des batteurs de grèves, commerçants, baleiniers, missionnaires, personnages généralement hauts en couleur, dont il n'est pas facile néanmoins de dresser un bilan. Les conséquences multiples de ces contacts ont sans doute été amplifiées lorsqu'à la présence allogène, relativement informelle et souvent limitée au littoral, a succédé une véritable pénétration, expression de la percée plutôt que de la mainmise, de l'économie capitaliste sur la région du Pacifique, revêtant des formes institutionnelles diverses (protectorat, colonie ... sans oublier les situations ubuesques comme ce condominium franco-britannique qui survécut près de trois quarts de siècle aux Nouvelles-Hébrides). La situation actuelle résulte de ces péripéties historiques qui ont abouti à la coexistence d'une gamme très large de statuts politiques qui vont de la souveraineté absolue (à Fidji) jusqu'à l'intégration au sein d'un grand pays (cas de Hawaï, cinquantième état de l'Union, ou de l'île de Paques, partie du territoire chilien) en passant par toutes les nuances en matière de souveraineté limitée, depuis l'association librement consentie (ou librement acceptée ?) aux îles Cook et à Niue, variante anglo-saxonne de la souveraineté-association proposée dans le plan Pisani pour la Nouvelle-Calédonie, jusqu'au statut plus éprouvé de territoire d'Outre-Mer « bénéficiant d'une très large déconcentration des pouvoirs » (Polynésie française) de puissances éloignées de la région (France, Grande-Bretagne) ou plus proches (États-Unis, Nouvelle-Zélande). On ne peut achever cette trop brève description sans signaler la présence de deux associations régionales jouant un grand rôle : d'une part, la Commission du Pacifique Sud (CPS), fondée en 1947 et groupant tous les états et territoires quel que soit leur statut mais également les métropoles et le Forum, plus récemment établi (1971), groupant autour de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, en position hégémonique, toutes les entités indépendantes ou librement associées du Pacifique et excluant de ce fait toutes celles qui n'ont pas (encore ?) rompu les liens d'allégeance formelle avec une nation tutrice.

L'ÉVOLUTION DANS LE TEMPS
DES SYSTÈMES DE PRODUCTION INSULAIRES :
L'ÉMERGENCE DE SYSTÈMES ÉCONOMIQUES DUALISTES

Après avoir évoqué le contraste des situations régionales, il devient nécessaire de mieux cerner le mot « vivrier ». Si les produits vivriers sont destinés à l'alimentation humaine, ils ne se limitent pas à ceux que l'on tire de la parcelle ou du champ ; ils comprennent ceux de la cueillette (fruits, baies), de la pêche et bien naturellement dans le Pacifique ceux du cocotier, consommés frais sur place, parfois en très grande quantité.

La plupart des auteurs distinguent trois systèmes de production principaux [R. J. Ward 1980] marquant l'espace de leur empreinte spécifique :

— un système économique entièrement fondé sur la production vivrière, ne subsistant plus qu'à l'état de relique dans quelques îles perdues : les contacts avec l'extérieur restent très réduits, le système fonctionne presque en autosubsistance ;

— un système de production dont l'unique finalité repose sur la satisfaction de besoins extérieurs à la région : tel est le cas des grandes plantations fonctionnant comme autant d'enclaves littorales et dont les rapports avec le milieu environnant se limitent aux prélèvements d'espaces et de main-d'œuvre nécessaires à leur perpétuation voire à leur croissance (Îles Salomon et surtout Papouasie-Nouvelle-Guinée) ;

— un système qualifié selon les auteurs de mixte, de transitionnel (sans que les bornes de cette transition soient toujours clairement identifiées), mais le plus souvent de dualiste, et qui constitue le cas le plus général, reposant sur un équilibre instable entre deux sous-systèmes : l'un axé sur les productions vivrières destinées à l'autoconsommation (ou au marché local), l'autre sur les spéculations de l'économie de traite (coprah essentiellement pour les pays de la Polynésie et de la Micronésie, cacao à Vanuatu, aux Îles Salomon, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Samoa occidentale, café en Papouasie-Nouvelle-Guinée, Nouvelle-Calédonie). Ce système dualiste montre un grand dynamisme et une grande souplesse puisqu'il repose essentiellement sur le maillage de petites unités de production familiales dont les stratégies peuvent s'adapter très facilement à une conjoncture souvent imprévisible. Si, une année donnée, la production vivrière peut être privilégiée aux dépens des cultures de rente, la tendance inverse peut se manifester l'année suivante, du fait de bonnes conditions climatiques, de prix attractifs garantis au producteur, de marchandises disponibles au comptoir de traite habituel, ou de la rotation du bateau dont la date d'arrivée supputée mobilise souvent les rumeurs de l'île ...

Si elles facilitent l'analyse, les frontières ainsi tracées entre les trois principaux systèmes de production paraissent parfois un peu superficielles.

Notons que le système économique dualiste apparaît naturellement comme le compromis le plus répandu et que c'est précisément en son sein que s'opèrent les transformations contemporaines des systèmes vivriers.

Rappelons brièvement certains des traits caractéristiques de la situation antérieure à la pénétration européenne : plusieurs auteurs [M. Salhins 1972 ; E. K. Fisk et R. T. Shand 1969] ont modelé, à leur sujet, le concept de sociétés d'abondance (*Subsistance Affluence*). Ces travaux démontrent combien les besoins vivriers des communautés insulaires, avant les premiers contacts avec les Européens, se trouvaient être satisfaits sur les plans domestique et cérémoniel, à partir de ressources localement mobilisables, souvent au prix d'un très faible investissement en travail (moins de quelques heures par jour). Les sociétés insulaires étaient assez largement autosuffisantes ; leur sécurité alimentaire était assurée au-delà du nécessaire... du moins tant que des désastres majeurs (sécheresse ou cyclones) ne perturbaient pas cet ordonnancement quotidien en déséquilibrant la balance population/ressources [R. Lawrence 1985], déséquilibre pouvant entraîner des disettes localisées.

Lorsque le capitalisme marchand incorpora progressivement le Pacifique insulaire dans son aire de fonctionnement et pénétra l'environnement local de façon plus marquée, l'une des premières transformations d'importance fut le changement des « règles » de l'occupation de l'espace. L'intrusion de cultures nouvelles ou d'activités pastorales dévoreuses d'espace (destinées souvent à satisfaire de lointains marchés extérieurs) va s'amplifier d'abord en marge, puis carrément aux dépens de ce qui constituait le fondement spatial des systèmes insulaires originels : leurs cultures vivrières (souvent une horticulture de tubercules) sont alors chassées des emplacements traditionnels.

Examinons trois exemples précis.

Sur la Grande Terre de la Nouvelle-Calédonie, la pression exercée par le bétail des colons a très souvent transformé des fonds de basse vallée soigneusement drainés et dévolus depuis des générations à la culture de l'igname cultivée sur de grands billons de terre, en pâturages où reste visible l'empreinte des aménagements précoloniaux ; et l'on peut voir le bétail paître entre ou sur les billons désormais herbus. D'autres cultures occupaient des emplacements moins favorables aux activités pastorales, comme les tarodières accrochées à flanc de montagnes ; elles auraient pu être épargnées mais les diguettes, les terrasses, les conduites d'amenée, bref l'ensemble du système patiemment élaboré a été piétiné par le bétail ; les sécheresses endémiques de la côte Ouest, la libre ouverture des parcours et l'aspect alléchant des fraîches pousses de taro se conjuguant pour expliquer ce désastre ; en quelques décennies, les pentes fertiles des moyennes vallées furent ramenées à l'état d'escaliers desséchés que l'on peut toujours observer [B. Antheaume 1979]. Agressés de tous côtés, jusques et y compris au cœur de leurs différents terroirs de ravitaillement, supports spatiaux de la production vivrière et matérialisation tangible du lignage

[A. Bensa et J.-C. Rivierre 1982], les Mélanésien virent le chiffre de leur population décroître singulièrement ; de plus, ils se mirent à dépendre pour leur subsistance — et largement parfois — des systèmes importés (opérations de réductions dans le pré carré de la mission la plus proche, salariat sur les stations voisines des colons).

A Fidji, un processus de mise à l'écart des cultures originelles, en tous points équivalent, a été observé [S. G. Britton 1980] : les meilleurs emplacements ont véritablement été happés par l'extension de la cocoteraie, puis, plus tardivement, par celle de la canne à sucre qui a tout bousculé sur son passage, repoussant les tubercules sur les pentes les plus sèches et les moins fertiles, remodelant les paysages initiaux, façonnant même, par apport de travailleurs indiens, une nouvelle société conforme aux exigences de la production sucrière.

Ces remarques s'appliquent sans doute, avec moins de force cependant, à l'environnement des atolls. A Kiribati (ex-colonie britannique des îles Gilbert), un pays constitué d'un chapelet d'archipels coralliens, les contacts avec les Européens restèrent relativement superficiels ; ils se limitèrent à l'avitaillement des flottes baleinières à la recherche d'eau douce, de bois, de nourriture, voire de femmes. Pour ce qui touche à la fourniture de vivres, le plus grand rôle était joué par la commercialisation des produits du cocotier. Cet arbre campait déjà sur ses positions et la versatilité de ses productions permettait aux insulaires de jouer sur deux registres. D'une part, ils échangeaient des noix de coco fraîches et du *toddy*, sève de l'inflorescence de l'arbre contre du tabac et des fers feuillards pouvant servir à la fabrication des outils, un troc rudimentaire qui ne mettait pas en péril le système vivrier des atolls. D'autre part, plus tard, ils vendirent le coprah lorsque le ramassage de ce produit s'opéra sur une base plus régulière, permettant aux habitants de satisfaire les exigences de l'économie marchande et de s'approvisionner, en contrepartie, en marchandises diverses et en menus biens manufacturés, au comptoir [R. Lawrence 1983].

Si l'extension des plantations de cocotier a pu être favorisée par ces opportunités commerciales, en aucun cas toutefois l'économie marchande n'a phagocyté le système de production originel, et parce que les ressources en sol ne sont pas extensibles sur un atoll, on n'a guère observé de substitution radicale d'une production locale au profit d'une production allogène.

Ces trois exemples montrent bien cependant que le système marchand et sa logique l'ont emporté aisément du fait de la faible résistance des sociétés locales (à l'exception de la grande révolte kanake de 1878) et de l'inégalité des forces en présence, reléguant au second plan, quand ils ne les gommèrent pas, les systèmes vivriers locaux (Nouvelle-Calédonie, Fidji) ou tolérant leur existence dans certaines péripéties (Kiribati).

Il faut mettre l'accent sur la brutalité avec laquelle ce changement s'accrut quelques décennies plus tard (souvent dans la seconde moitié du XIX^e siècle) et sur les conséquences à court terme — la déstabilisation de

systèmes de production et d'encadrement efficaces aptes à subvenir aux besoins des populations insulaires —, aussi bien qu'à moyen terme — la perte de l'autonomie, notamment alimentaire, d'autant plus forte que les sociétés en place étaient profondément incorporées à l'économie capitaliste. A long terme : enfin l'irréversibilité de situations ainsi créées ne permettait plus de recouvrer l'autosuffisance sauf à travers le mythe ou le discours officiel qui, tous deux, permettent d'échapper aux dures contingences de la réalité.

DE LA PARCELLE À LA RÉGION :

LA PERCEPTION DANS L'ESPACE DES TRANSFORMATIONS CONTEMPORAINES

La plus petite unité spatiale pertinente, la parcelle, représente le support de l'exploitation agricole. On lit rapidement les transformations qui les affectent. En Nouvelle-Calédonie, ignames et taros d'eau représentaient les cultures les plus prisées par les agriculteurs kanak : les premières avaient une valeur sociale d'autant plus marquée que leur tubercule était développé en longueur, parfois à l'excès, grâce à d'ingénieux procédés de culture [M. Leehnhardt 1953]. Aujourd'hui, cependant, les agriculteurs limitent les cultures d'ignames à quelques carrés ou billons, en forme de croissants ou demi-lunes soignés, ne représentant plus qu'une infime surface dans le complexe horticole de l'exploitation. Quant au taro d'eau, sa culture a pratiquement disparu aujourd'hui : les aménagements fossiles accrochés aux pentes des massifs montagneux en sont les derniers témoins.

En fait, les agriculteurs manquent de temps : le billonnage, l'ameublissement motte à motte, le creusement des drains nécessaire à l'écoulement des eaux de ruissellement, le tuteurage, le clôturage sommaire sont des tâches longues et fastidieuses. Ils manquent également de main-d'œuvre. La culture irriguée du taro nécessitant une amenée d'eau de volume constant, celle-ci ne pouvait parvenir sur les parcelles sans que soient maintenues en état des installations hydrauliques complexes. Elles sont aujourd'hui détruites en partie par le bétail et surtout par une absence d'entretien due à un manque de main-d'œuvre ; on hésite à aller travailler loin des lieux d'habitation et souvent en montagne sur des pentes d'accès difficile. La scolarité et les migrations vers la ville ont prélevé une partie importante de la force de travail disponible, qui ne peut donc plus répondre aux exigences du maintien de systèmes horticolas complexes et élaborés.

En comparaison, le taro sec (appelé « taro hybrides ») ; nettement plus rustique, qui se satisfait d'un fossé fangeux, parfois d'un rebord de talus apparaît comme parfaitement adapté aux contraintes du temps actuel. Le manioc est lui aussi devenu très prisé ; ses hautes tiges crénelées émergent souvent des brousses informes que sont les parcelles en jachère. Grâce à sa rusticité, moindre toutefois car de nouveaux parasites se sont développés

récemment, il résiste pratiquement à tout accident climatique mineur et peut, de surcroît, patienter quelques mois en terre avant d'être récolté. Sa culture ne nécessite quasiment aucun soin et on comprend mieux pourquoi, sur les parcelles de manioc, le travail, qui imprime souvent sa marque au paysage, paraît si expéditif [A. Bensa et B. Anthéaume 1982].

Où sont les jardins mélanésiens d'antan ? Les parcelles sont peu soignées, les espèces peu variées, les composantes végétales mal organisées ; seraient-ils devenus ces « brousses » d'où n'émergent plus que maniocs et taros secs ? En fait, les agriculteurs ne sont pas devenus plus « paresseux » comme l'accréditent parfois certains informateurs peu informés ; ils sont en fait contraints de parvenir rapidement à leur fin qui est de produire des vivres au meilleur compte possible [H. C. Brookfield 1972a ; 1984].

Un autre exemple, pris dans l'île d'Abemama (Kiribati) montre que de grosses tubercules amphibiens (*Cyrtosperma chamissonis*), les *babai*, étaient cultivées pour répondre à la demande domestique et cérémonielle ; aujourd'hui, la production ne peut même plus satisfaire cette dernière et 10 % seulement des fosses spécialement creusées pour atteindre la lentille d'eau sous-jacente restent en état de fonctionner. Toutes les autres ont été soit envahies par de l'eau saumâtre, soit abandonnées au profit d'activités plus lucratives ; et l'on « reste frappé par le processus irréversible de déclin qui affecte cette composante majeure de l'économie de subsistance » [R. F. Watters 1984]. A Tamana, autre île de Kiribati, si le pourcentage des fosses à *babai* abandonnées est inférieur, 10 % seulement ont effectivement été creusées par leur utilisateur actuel, ce qui prouve certes la solidité du legs des générations passées mais aussi le déclin de ce type d'activité agricole perçue sans avenir parce que trop exigeante [R. Lawrence 1983].

Un dernier exemple montre que la recherche d'une plus grande efficacité n'est pas toujours la cause des transformations observables mais que celles-ci peuvent tout aussi bien résulter d'un accident. Ainsi, à Bougainville (Iles Salomon), la patate douce a pratiquement balayé le taro de toutes les parcelles et de tous les terroirs où celui-ci poussait. Le taro local (*Colocasia esculenta*) considéré comme un être vivant par les agriculteurs mélanésiens, était attaqué par un parasite. De nombreux efforts ont alors été tentés pour le « soigner », à grand renfort de magies parfois, mais les résultats se sont révélés décevants : aussi les agriculteurs se sont-ils tournés, en désespoir de cause, vers la patate douce qui, dans leur esprit, n'était qu'une vulgaire liane passe-partout.

La majorité des habitants de Bougainville se sont désormais résignés à consommer des patates douces ; cela les satisfait d'autant moins que tant les pratiques magiques, qui ont failli à l'égard du taro, que les circuits d'échange traditionnels, dans lesquels ce dernier était troqué contre du poisson, ont dû être abandonnés [J. Connell 1978].

Les différents changements qu'illustrent ces trois exemples n'impliquent pas nécessairement que les quantités de nourriture désormais produites

aient sensiblement baissées ou que le pouvoir nutritionnel de la production se soit altéré, si ce n'est qualitativement. Au contraire, ils traduisent une augmentation des quantités de nourriture produites par unité de travail investie, même si les goûts et préférences des consommateurs sont quelque peu troublés par une telle substitution, ou si les esthètes déplorent que le savant ordonnancement agricole des jardins du Pacifique ait disparu au profit de banales parcelles, pas toujours soignées.

Cette échelle de perception n'est pas la seule pertinente : montons d'un échelon et considérons l'île comme un objet d'approche approprié. Trois cas peuvent se présenter. L'île, notamment dans le cas des atolls, ne parvient pas à se nourrir mais dispose de ressources d'appoint potentielles grâce à sa cocoteraie ; elle doit cependant faire appel à l'extérieur. Dans un second cas elle paraît autosuffisante, comme on peut le remarquer dans certaines îles hautes du Vanuatu, où les habitants des terroirs de la côte (*Men Salt Water*) et ceux des terroirs de l'intérieur (*Men Bush*) pratiquent l'échange qu'autorise la diversité des productions des deux milieux [J. Bonnemaison, 1974]. Enfin dans un dernier cas, la balance alimentaire d'une île dégage un surplus et elle peut exporter dans le cadre de l'archipel ; cela reste toujours vrai dans l'île de Maré (îles Loyauté) qui vend une partie des tubercules produits sur le marché de Nouméa. Ces surplus vivriers, estimés à plusieurs centaines de tonnes fin 1978 [J.-P. Dubois 1981b] ne préjugeaient en rien des résultats globaux obtenus par la Nouvelle-Calédonie, puisque celle-ci, en 1980, restait importatrice de produits alimentaires dans un rapport de 1 à 120. Pour 1 franc de nourriture exportée, le Territoire importait 120 francs de produits alimentaires [Commission du Pacifique-Sud 1984].

Restons à cette échelle et à celle de la région du Pacifique. La lecture des tableaux statistiques publiées par la Commission du Pacifique-Sud (1981) montre que les produits alimentaires importés représentent en valeur 17 % des importations totales de la région (461 millions de dollars australiens [un dollar australien = 6 FF en 1980] rapportés à un montant total d'importations de 2 701 millions). Certains pays (Iles Salomon et Fidji) cantonnent ce pourcentage à des valeurs plus réduites (11 % et 14 % respectivement). En revanche, plus les ressources économiques et humaines du pays sont faibles et plus la part des produits alimentaires dans le total des importations est élevée (21 % aux Iles Cook, 24 % à Niue, 25 % à Tonga, 30 % à Tuvalu). Quant aux entités qui conservent toujours des liens tutélaires avec des puissances extérieures, elles se placent en tête de liste pour la valeur des importations alimentaires *per capita* : 537 dollars australiens pour la Polynésie française, 464 pour les Samoa américaines, 422 pour la Nouvelle-Calédonie, 266 pour les Iles Cook, 248 pour Niue ; les chiffres pour la Micronésie américaine ne sont pas disponibles ; ils auraient probablement été éclairants. Il faut cependant préciser que, dans ce cas comme dans d'autres, le poids des communautés expatriées et leur propre modèle de consommation peuvent peser lourdement sur les différents chiffres

évoqués : le restaurant Mac Donald's de Guam serait l'un des tout premiers de cette chaîne par le chiffre d'affaires !

Plus surprenante est l'observation des chiffres d'exportations de la région. D'abord, le tiers de la valeur des exportations totales est constitué de produits alimentaires ; ces derniers, en 1981, sont évalués à 541 millions de dollars australiens pour un total d'exportations de 1 604 millions de dollars. Pourtant la définition du terme « produits alimentaires » est la plus restrictive qui soit : elle exclut les produits du palmier à huile et du cocotier, car, bien que matière de base des corps gras alimentaires, ils sont également fort employés pour la fabrication de produits détergents sans qu'on puisse toujours clairement délimiter la part qui revient à chacune des deux transformations.

Rappelons les deux principales données concernant le bilan alimentaire, 461 millions de dollars d'importations, 541 millions d'exportations : la balance du commerce alimentaire est donc positive pour la région du Pacifique. Les chiffres paraissent en fait paradoxaux et ne font que traduire un échange déséquilibré entre des produits alimentaires exportés de haute valeur marchande (fruits, crustacés, poissons) et une nourriture importée de base (farine, riz, sucre) ; une autre façon d'exprimer l'intégration désormais achevée (ou presque) de la région dans l'économie mondiale à travers la spécialisation de son économie.

Il est vain de vouloir tout expliquer en se cantonnant aux faits observables sur le terrain, ou aux chiffres puisés dans les registres statistiques. Le système de production dualiste (à la fois vivrier et marchand) n'est pas figé, ni réductible à un espace enfermé dans d'étroites limites ; certaines des transformations majeures qui l'affectent sont, en fait, induites de l'extérieur et résultent de deux impacts conjugués : celui des migrations, d'abord périodiques (dans les mines ou les plantations), ensuite définitives (vers les villes), et celui de l'argent venant de l'extérieur (aide publique, envois de fonds, etc.).

Les premières migrations d'importance ont eu lieu à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, en direction des plantations du Queensland, de Fidji et des Nouvelles-Hébrides : ceux qui étaient recrutés ne revenaient pas toujours de tels périples [H. E. Maude 1981]. Les migrations se sont ensuite développées, devenant plus courtes et plus fréquentes, correspondant toujours à un emploi précis fixé par contrat et permettant des retours périodiques au village d'origine. Appelées « migrations circulaires » [R. Bedford 1973], un qualificatif exprimant bien le trajet en forme de boucle opéré par le migrant entre son village d'origine, son nouveau lieu d'emploi et à nouveau son village d'origine, elles montrent clairement, de par leur trajet particulier, combien les migrants restent en fait attachés à leurs terroirs d'origine qui, en retour, bénéficient des retombées de la migration sous forme de cadeaux, mandats ou envois de toutes sortes destinés à ceux qui restent. Le migrant ne perd naturellement aucun de ses droits

fonciers, puisque, sans être physiquement présent parmi les siens, il n'en participe pas moins à l'entretien du système dont il est issu et qu'il vient visiter périodiquement.

Ces dix dernières années, les conditions économiques se sont modifiées ; les emplois sur contrat se sont raréfiés sous le coup d'une offre en main-d'œuvre supérieure à la demande et d'un rétrécissement des embauches, alors qu'en revanche s'ouvraient de nouvelles occasions d'emplois stables dans le secteur exigeant, en contrepartie, une présence assidue en ville. L'imbrication des systèmes ruraux et urbains apporte incontestablement un élément de sécurité aux maisonnées villageoises. Si ces dernières ne manifestent parfois qu'une attention un peu lâche à l'égard de la composante vivrière de l'économie rurale, c'est qu'elles savent bien que, quoi qu'il puisse advenir, elles sont à l'abri du besoin grâce à l'assistance de la parentèle résidant désormais en ville : ainsi à Tamana (Kiribati), 20 % des ressources de l'île provenait en fait de ses membres résidant à l'extérieur [R. Lawrence 1983].

L'AUTOSUFFISANCE, LE DISCOURS ET LA RÉALITÉ

L'idéal d'autosuffisance est devenu un lieu commun. Sa proclamation exprime bien le projet de rupture qu'entendent instituer dans les faits tant les pays récemment affranchis de leurs liens de dépendance formelle que ceux qui souhaitent échapper à la tutelle des forces économiques dominantes. Être autosuffisant, c'est subvenir soi-même à ses besoins de base et pouvoir compter sur ses propres forces dans tous les domaines ; c'est affirmer haut et fort son identité à la face du monde extérieur. Si cette stratégie compte des aspects positifs, voire même séduisants, reconnaissons qu'elle a néanmoins souvent été forgée par ceux-là même qui, ayant été formés à l'extérieur, semblent avoir été davantage les bénéficiaires que les victimes d'un système d'échanges dénoncé durement parfois. On comprendra mieux les effets réels de cette stratégie en analysant quelques extraits de documents de la 21^e Conférence de la Commission du Pacifique Sud sur le thème « Mise au point des mesures pratiques visant à accroître l'autonomie des pays océaniques » [1981].

« L'agriculture revêt une importance capitale ; nos seuls atouts naturels sont le sol, le soleil, la mer et une main-d'œuvre peu qualifiée ; bien que le développement agricole soit en cours, il n'existe pas encore de politique nationale bien déterminée [...]. Il reste à formuler celle-ci à mesure que l'État acquerra de l'expérience [...] améliorer l'agriculture de subsistance en accordant une plus large part aux cultures locales, réduire les importations en cultivant localement des produits susceptibles de les remplacer : ainsi les insulaires doivent accorder la priorité à des activités qui favorisent l'autosuffisance. [...] Des mesures radicales seront alors nécessaires [...]. »

Illustrons cette rhétorique à l'aide d'un exemple précis : les plans de développement de Kiribati. Depuis que le premier d'entre eux fut élaboré en

1970, certains thèmes persistent au fil des plans. Considérant que le pays devrait pallier la perte de ressources qu'entraînerait la fermeture des mines de phosphate de l'île Océan (effectuée en 1979) et que la plupart des Kiribati resteraient des ruraux, ces documents rabâchent régulièrement qu'il faut maximiser l'exploitation des ressources locales, en particulier celle du coprah, maintenir la vitalité et la force du secteur vivrier de subsistance, développer de nouvelles ressources ou cultures destinées à l'exportation ou au remplacement des productions importées et corriger le déséquilibre existant entre les niveaux de vie urbains et ruraux.

Le plan 1973-1976 exhorte la population rurale à s'engager résolument dans « une exploitation totale des ressources maritimes » et dans « le plus grand développement possible en matière de productions agricoles ». Le plan 1976-1982 contient des objectifs plus subtils, mais moins précis évoquant la « nécessité de maintenir l'intégrité territoriale et l'identité culturelle de Kiribati ».

En dépit des professions de foi fort louables qui les sous-tendent, ces plans n'ont eu qu'un impact très limité sur le cours des événements dans les zones rurales de Kiribati où aucune ressource agricole nouvelle n'a été développée, où l'augmentation de la production de coprah est restée bien inférieure à celle que laissaient augurer les somptueux projets de régénération et replantation des cocotiers. De même, aucun résultat concret n'a été obtenu en matière de réduction des dépenses de l'État ou de diminution de l'écart des niveaux de vie entre zones rurales et urbaines. Pire, l'amélioration constatée, en matière de transport, communication et éducation a surtout bénéficié aux citadins de la capitale, Tarawa, qui a vu affluer, du même coup, des milliers de nouveaux habitants en provenance des îles lointaines de l'archipel. 12 % de la population de Kiribati vivait à Tarawa en 1963, 20 % en 1968, 28 % en 1973, 33 % en 1982 ; même à l'échelle du Pacifique, cette croissance est exceptionnelle [R. Lawrence 1983].

En fait, les populations d'agriculteurs et de pêcheurs qui peuplent les îles les plus éloignées apprécient quotidiennement, mieux que les experts et les citadins, les réalités de l'autosuffisance : à Tuvalu, par exemple, un seul navire aux rotations très irrégulières dessert neuf îles éparpillées sur trois millions de kilomètres carrés d'océan [Commission du Pacifique Sud 1981]. Dans ce cas précis, les ressortissants de ces îles isolées considèrent avoir épuisé les attraits du modèle de l'autosuffisance et ne manifestent pas d'engouement particulier pour ce type de priorités qui se trouve constituer un exotisme à leurs yeux, surtout lorsqu'il est érigé en doctrine officielle. Au contraire, ils apprécient les biens et services qu'offre le monde extérieur : un emploi salarié, des envois d'argent frais et des cadeaux de la part de ceux qui ont émigré en ville, de la nourriture importée achetée au comptoir de traite de l'île. Peu d'entre eux seraient enclins à renoncer à ces quelques avantages, car ce serait au prix de ce qui apparaîtrait comme une terrible régression économique ou de statut. Pire, ils ne manifestent plus aucune confiance dans l'économie rurale de leur île.

Par exemple, sur Tamana (Kiribati), les habitants restent préoccupés par la nécessité d'obtenir du numéraire grâce à la vente de leur coprah, mais pas du tout par celle d'exporter cette denrée au plan national. Par expérience, ils savent que son prix d'achat n'est guère stable d'une saison à l'autre, qu'il décline en termes réels alors que celui de la nourriture importée continue à croître, et que le système basé sur le cocotier n'a en fait qu'une élasticité interne : que les prix montent et la production est alors orientée à la fabrication de coprah ; qu'ils descendent et les noix de coco sont alors consommées fraîches sur place. Enfin, n'ignorant pas que la moitié des ressources provient de gains rapatriés par la parentèle émigrée, ils n'éprouvent pas vraiment le besoin de s'engager dans des activités purement rurales, perçues comme n'ayant aucun avenir alors qu'à *contrario*, les attraits et le potentiel offerts par la ville, où les salaires sont ajustés sur l'inflation, et où la croissance phénoménale est soutenue par l'aide publique extérieure, semblent immenses. Qu'on en juge : en 1971, c'est à Tarawa, la capitale, que les trois quarts de tous les salaires du pays étaient gagnés et que 83 % de tous les fonctionnaires résidaient. Le montant des salaires payés en ville représentait quinze fois celui des salaires versés dans les zones rurales [A. Hughes 1973] ; des chiffres qui éclairent les raisons de la migration (de la fuite ?) vers les villes.

Certains gouvernements de la région Pacifique parviennent cependant à poser des diagnostics empreints d'une grande franchise dans des cadres institutionnels qui, pourtant, ne la favorisent pas toujours :

« La solution ne consiste pas à tenter de revenir en arrière étant donné que les tendances observées dans tout le Pacifique ont manifestement des raisons profondes : la production locale a très nettement tendance à diminuer en faveur de produits importés vendus dans les épiceries. Mais, l'impôt direct n'existant pas dans le pays, les droits sur les importations et les exportations constituent la principale source de recette locale dont nous avons terriblement besoin. [...] Nous sommes obligés de conserver une société de consommation uniquement pour maintenir le niveau de nos ressources. » [Commission du Pacifique Sud 1981]

Et c'est au sein de cette organisation régionale que nous avons pu trouver les opinions les plus pertinentes sur les raisons d'un tel état de fait.

« On a accordé, ces derniers temps, une certaine attention à la stratégie de l'autosuffisance, car c'est une idée "dans le vent" en ce qui concerne les stratégies de développement et non pas forcément parce que c'est la meilleure stratégie. [...] En fait, la communauté en arrive à ne plus maîtriser ses aspirations, phénomène facilité par le flux nettement accru de l'aide étrangère. Certains pays, notamment en Mélanésie, ont été rendus exigeants du fait des subventions pléthoriques accordées à la fin de l'ère coloniale [H. C. Brookfield 1972b]. Mais surtout, on devrait accorder aux besoins fondamentaux de la population essentiellement rurale davantage d'attention que ce n'est le cas aujourd'hui, où ses besoins passent invariablement après ceux de la minorité urbaine. » [Commission du Pacifique Sud 1981.]

Extraordinaire région dont les maux proviennent sans doute en partie d'un décalage entre discours et faits, mais également, semblerait-il, d'une

aide extérieure pléthorique mal répartie entre destinataires urbains et ruraux. Qu'en est-il exactement ?

Connaître les montants de l'aide extérieure, tels qu'ils figurent dans le tableau ci-après, n'est pas une tâche simple : démêler les entrelacs des systèmes comptables différent d'un pays à l'autre reste le privilège exclusif des experts compétents de la Commission du Pacifique Sud. Les chiffres disponibles les plus récents s'arrêtent malheureusement à l'année 1981, mais une rétrospective sur quatre années permet de mesurer l'ampleur d'une progression qu'on peut vraiment qualifier de fulgurante, même s'il faut sans doute tempérer de telles assertions en précisant qu'une partie, parfois importante, de l'aide retourne en fait au pays donneur : 45 % de l'aide néo-zélandaise aux pays du Pacifique est ainsi liée [J. S. Hoadley 1980], et ce pourcentage serait sans doute supérieure dans le cas de l'aide française.

Tableau 2

*Évolution du montant de l'aide globale distribuée dans la région du Pacifique-Sud
(en millions de dollars australiens)*

1977	1978	1979	1980
582	788	897	1 066

On peut le constater, l'augmentation interannuelle s'élève à 35 %, 14 % et 19 % ; pour les deux dernières années disponibles, le montant de l'aide extérieure publique *per capita* culmine à 187 \$ et 217 \$ australiens, mais ces chiffres moyens masquent en fait d'énormes distorsions entre les extrêmes représentées par Fidji d'une part (45 dollars *per capita*) et Niue d'autre part (1 222 dollars *per capita*). En 1985, l'aide publique s'est encore accrue : à la lumière des chiffres recueillis pour l'un des pays donateurs, on peut estimer celle-ci à 10 milliards de FF répartis entre 5 millions de personnes !

En fait, l'organisation de l'aide dans le Pacifique revêt des formes variées, mais la catégorie de loin la plus importante est représentée par l'aide bilatérale (93 % en 1980), fondée sur des responsabilités territoriales tant actuelles (France, États-Unis, Nouvelle-Zélande) qu'anciennes. Ainsi le Samoa occidental reçoit-il deux contributions majeures : d'Allemagne, pourtant boutée hors de l'archipel il y a près de soixante-dix ans, et de Nouvelle-Zélande, l'ancienne puissance de tutelle jusqu'en 1962. Ce bilatérisme prononcé favorise parfois l'établissement de rapports malsains du type patrons-clients. Cette situation induit deux effets majeurs : d'abord le monopole écrasant, quant à l'origine de l'aide reçue d'un seul pays donneur (en Nouvelle-Calédonie, l'aide publique vient de France à 100 %, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, elle vient à 92 % d'Australie, aux Îles Cook, à 89 % de Nouvelle-Zélande) ; ensuite le monopole non moins écrasant, quant à la destination de cette aide, d'un seul pays (ou d'un seul

groupe de pays) receveur (93 % de l'aide française régionale sont affectés à ses T.O.M., 93 % de l'aide australienne à la Papouasie-Nouvelle-Guinée).

Globalement, on ne compte en fait que trois donateurs (ou groupes de pays donateurs), dans le Pacifique, chacun offrant approximativement 30 % de l'aide totale distribuée. La France se place en tête (340 millions de dollars australiens) suivie de l'Australie-Nouvelle-Zélande (308 millions) et des États-Unis (274 millions). Si les montants versés par la France et les États-Unis apparaissent justifiés par les responsabilités qu'ils exercent toujours dans la région à travers leurs « possessions », les aides importantes, en regard de leurs ressources, fournies par l'Australie et la Nouvelle-Zélande expriment, quant à elles, le rôle de puissances régionales qu'entendent bien jouer dans la région ces deux pays, en relayant l'influence britannique proprement dite, pratiquement disparue.

Outre cette aide publique officielle, il faut également prendre en considération l'aide privée, fournie à travers un réseau efficace d'assistance bénévole, confessionnelle ou non. En raison de sa multiplicité, elle s'avère impossible à chiffrer.

De l'ensemble de la population du Pacifique, 10 % sont expatriés : en Nouvelle-Zélande (86 000), aux États-Unis (98 000), en Australie (21 000), en Nouvelle-Calédonie (17 000) [J. Connell 1984]. Certains pays, parmi les plus défavorisés, se sont véritablement vidés de leur substance humaine : ainsi 2 200 Tokdamans résident aujourd'hui en Nouvelle-Zélande contre 1 600 seulement restant au pays, 8 000 Niueans sont à l'extérieur pour 3 200 dans l'île d'origine (1981), 12 200 Wallisiens habitent la Nouvelle-Calédonie pour un nombre identique toujours au pays (1983), etc. Toute cette population renvoie au pays une grande partie de ses gains, qui doivent ainsi être comptabilisés comme venant de l'extérieur et s'ajoutant au flux d'aides publiques et privées. Ces ordres de grandeur, pour importants qu'ils soient, ne traduisent pas en fait les destinations de ces fonds ou la façon dont ils sont employés : la part de l'aide alimentaire — *stricto sensu* — reste dérisoire et se limite aux cas d'urgence manifestes (notamment cyclones) [R. J. Ward 1982].

Mais ces faits et ces chiffres ne traduisent pas le degré de dépendance des pays receveurs à l'égard de l'aide extérieure : si Fidji apparaît comme peu dépendant (3 % seulement de ses revenus totaux, et 9 % de ses dépenses publiques viennent de l'extérieur) dans neuf cas elle représente plus de 50 % des revenus du pays et dans douze, plus de 50 % des dépenses publiques avec un pourcentage de 67 % à Vanuatu (qui n'est pourtant pas le plus mal loti en matière de ressources) et 80 % à Wallis et Futuna [R. V. Cole et G. S. Thomson 1981].

Dé plus, la répartition de l'aide reste très déséquilibrée. Un seul exemple : un fond spécial de 18,25 millions de dollars australiens avait été alloué par la Grande-Bretagne à Kiribati lors de l'indépendance. De cette somme, seuls 460 000 dollars (2,5 %) furent destinés au développement

rural, le reste étant dépensé pour des travaux d'infrastructure urbaine. Dans de telles conditions, il n'apparaît pas surprenant que les ruraux de Kiribati aient manifesté, dès lors, un intérêt beaucoup plus soutenu à l'égard de projets ayant soit pour cadre la ville, soit pour fonction de pénétrer le milieu urbain : alors que le projet d'amélioration et de replantation de la cocoteraie, solidement encadré par des agents techniques agricoles, était ouvertement détourné de ses objectifs par les habitants, trois programmes réalisés spontanément par la communauté insulaire remportaient un succès plus affirmé. Ont été pris en charge par la population, au prix de lourds sacrifices, d'abord la construction de l'école publique pour remplacer celle de la mission, désuète et dont le niveau était jugé faible de qualité, puis le salaire du maître. Cet effort était entrepris dans la perspective d'une amélioration des connaissances, notamment de l'anglais, qui permettraient aux enfants d'entrer sur le marché du travail urbain. Ensuite le financement d'une coopérative de pêche, installée dans la capitale, Tarawa, et dont les débouchés seraient assurés grâce à la proximité de la ville, représentait une source d'emploi par roulement pour les ressortissants du village. Enfin, le développement d'un magasin de commerce (*store*), toujours à Tarawa, visait les mêmes objectifs que la coopérative de pêche, et permettait aussi l'écoulement de productions artisanales fabriquées par la population de l'île de Tamana [R. Lawrence 1984].

Les faits ont donc montré les limites de la portée des discours officiels ; quelques gouvernements de la région seulement continuent à évoquer des projets liés à des thèmes agrestes et bucoliques : le développement de la production agricole, le maintien des systèmes vivriers et la politique d'autosuffisance décidée par les hauts responsables ! Les habitants des îles éloignées ne sont pas dupes. Beaucoup ne croient plus aux discours et considèrent que leur avenir se situe dans de meilleures modalités d'intégration à l'environnement urbain plutôt que dans leur participation au maintien de systèmes agricoles sur le déclin.

Deux auteurs biennent de baptiser ce type de société insulaire d'un curieux nom : *Mirab society*. Un acronyme mémorisant les quatre piliers sur lesquels elle repose : *Migration, Remittance, Aid, Bureaucracy* (migrations, envois de fonds, aide et bureaucratie) [I. G. Bertram et R. F. Waters 1984]. Le terme traduit ingénieusement ce type de société de rente, mais par analogie phonétique, il a plutôt été suggéré [H. C. Brookfield comm. or.] de l'appeler *Mirage society* (Migration, Remittance, Aid, Gouvernement et Éducation), une dénomination qui aurait de plus l'avantage de synthétiser d'un seul mot cette somme d'interventions et de souligner combien l'ensemble paraît fragile. Et d'ailleurs, l'île n'est-elle pas à l'océan ce que l'oasis est parfois au désert ? Un mirage ! Quoi qu'il en soit, l'aide internationale et les envois de fonds restent aujourd'hui très abondants. Par ailleurs, les migrations ont bien souvent permis d'éponger les surplus de population. Ces facilités seront-elles toujours disponibles demain ? Probablement oui, mais si cela n'était pas le cas, la région se préparerait

alors à un réveil douloureux ; sans doute la revitalisation des systèmes vivriers deviendrait effective, conduisant sur les voies de l'autosuffisance dont on parle tant dans le Pacifique insulaire mais que personne ne voit venir.

Benoît ANTHEAUME
ORSTOM, Paris
Roger LAWRENCE
Victoria University, Wellington

BIBLIOGRAPHIE

- Antheaume, B.
1979 « Dualité ou complémentarité ethnique ? L'occupation du sol dans la basse vallée de la Houailou », *Photo-Interprétation*, 79 (3-4) : 27-34.
- Bedford, R.
1973 *New Hebridean Mobility : A Study of Circular Migration*. Canberra, Australian National University, 163 p.
- Bensa, A. et B. Antheaume
1982 « Le terroir et l'organisation sociale en zone cemuhi », *JATBA XXIX* (3-4) : 275-284.
- Bensa, A. et J.-C. Rivière
1982 *Les chemins de l'alliance. L'organisation sociale et ses représentations en Nouvelle-Calédonie*. Paris, SELAF, 586 p. (Coll. Langues et cultures du Pacifique).
- Bertram, I. G. et R. F. Watters
1984 *New Zealand and its Small Islands Neighbours : A Review of New Zealand Policy toward the Cook Islands, Niue, Tokelau and Tuvalu*. Wellington : 458 p. + annexes, multigr.
- Bonnemaison, J.
1974 « Espaces et paysages agraires dans le nord des Nouvelles-Hébrides : l'exemple comparé des îles d'Aboa et de Maevo », *Journal de la Société des Océanistes*, XXX (44) : 163-232.
- Britton, S. G.
1980 « The Evolution of a Colonial Space-Economy : The Case of Fiji », *Journal of Historical Geography*, VI (3) : 251-274.
- Brookfield, H. C.
1972a « Intensification and Desintensification : A Theoretical Approach », *Pacific Viewpoint*, 13 : 30-48.
1972b *Colonialism, Development and Independence : The Case of the Melanesian Islands in the South Pacific*. Cambridge, Cambridge University Press.
1984 « Intensification Revisited », *Pacific Viewpoint* 1 : 15-44.
- Cole, R. V. et G. J. Thompson
1981 « Étude de création d'un fonds des îles du Pacifique », in *Commission du Pacifique Sud*, 56 p. multigr.

- Commission du Pacifique-Sud
 1981 *21^e Conférence du Pacifique-Sud (Port Vila)*. Nouméa, s.p. multigr.
 1984 *Les économies dans le Pacifique Sud (1981), résumé statistique*. Nouméa, s.p. multigr.
- Connell, J.
 1978 « The Death of Taro : Local Response to a Change of Subsistence Crops in the Northern Solomon Islands », *Mankind* 11 : 445-452.
 1984 « South Pacific Islanders Seek Greener Pastures », *Dominion*, 24/5.
- Dubois, J.-P.
 1981a « Le cadre géopolitique, carte 1 », in *Atlas de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances*, Paris, ORSTOM.
 1981b « Communications et transports, carte 45 » in *Atlas de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances*, Paris, ORSTOM.
- Dupon, J.-F.
 1981 « La Nouvelle-Calédonie dans l'espace économique océanien, carte 53 », in *Atlas de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances*, Paris, ORSTOM.
- Durey, P.
 1985 *Iles et États du Pacifique Sud, types de situations géo-économiques*. DESS de Cartographie, Paris I.
- Étrillard, G. et F. Sureau
 1983 *A l'est du monde*. Paris, Fayard, 262 p.
- Fisk, E. K. et R. T. Shand
 1969 « The Early Stages of Development in a Primitive Economy : The Evolution from Subsistence to Trade », in C. R. Wharton, ed., *Subsistence Agriculture and Economic Development*. Chicago, Aldine, 481 p.
- Hoadley, J. S.
 1980 « The Gesty Growth of Tied Aid », *New Zealand International Review* V (2), mars : 16-18.
- Hughes, A.
 1973 « What is Development », *Pacific Perspectives* 1-2 : 8-19.
- Institut du Pacifique
 1983 *Le Pacifique « nouveau centre du monde »*. Paris, Berger-Levrault/Boréal Express, 305 p. (Coll. Stratégies).
- Lawrence, R.
 1983 *Atoll Economy : Social Change in Kiribati and Tuvalu : Tamana*. Canberra, Australian National University, Development Studies Centre, 4 : 261 p.
 1984 *Tamana : A Study of A Reef Island Community*. Unpublished PhD., Victoria University of Wellington, 524 p.
 1985 « The Transformation of Traditional Agriculture in the Atolls of Kiribati », Communication au V^e Symposium International sur les récifs coralliens, Tahiti (27-31 mai), 13 p. multigr.
- Leehnhardt, M.
 1953 *Gens de la Grande Terre*. Paris, Gallimard, 228 p. (Coll. l'Espèce humaine).
- Maude, H. E.
 1981 *Slavers in Paradise : The Peruvian Labour Trade in Polynesia*. Canberra, Australian University Press, 244 p.
- Oborne, M. W. et N. Fourt
 1983 *La coopération économique dans le Bassin pacifique*. Paris, OCDE, 100 p.

- Sahlins, M.
 1972 *Stone Age Economics*. Chicago, Aldine.
- Shineberg, D.
 1983 « Un nouveau regard sur la démographie historique de la Nouvelle-Calédonie », *Journal de la Société des Océanistes*, XXXIX (76) : 33-43.
- Walsh, A. C.
 1982 « Migration, Urbanisation and Development in South Pacific Countries », *Country Report VI Comparative Study on Migration, Urbanisation and Development in the ESCAP Region*.
- Ward, R. J.
 1980 « Agricultural Options for the Pacific Islands », in R. T. Shand, ed., *The Island States of Pacific and Indian Oceans : Anatomy of Development*. Canberra, Development Studies Centre, 512 p. (Monograph 23).
 1982 « Les dilemmes de l'agriculture dans le Pacifique Sud », *L'Espace géographique* 4 : 269-280.
- Watters, R. F.
 1984 « La dépendance sur un atoll gilbertain : l'étude d'Abemama (Kiribati) », *L'Espace géographique* 1 : 37-48.
- Zeldine, G.
 1984 *L'hémisphère Pacifique, réalités et avenir*. Nouméa, 80 p.